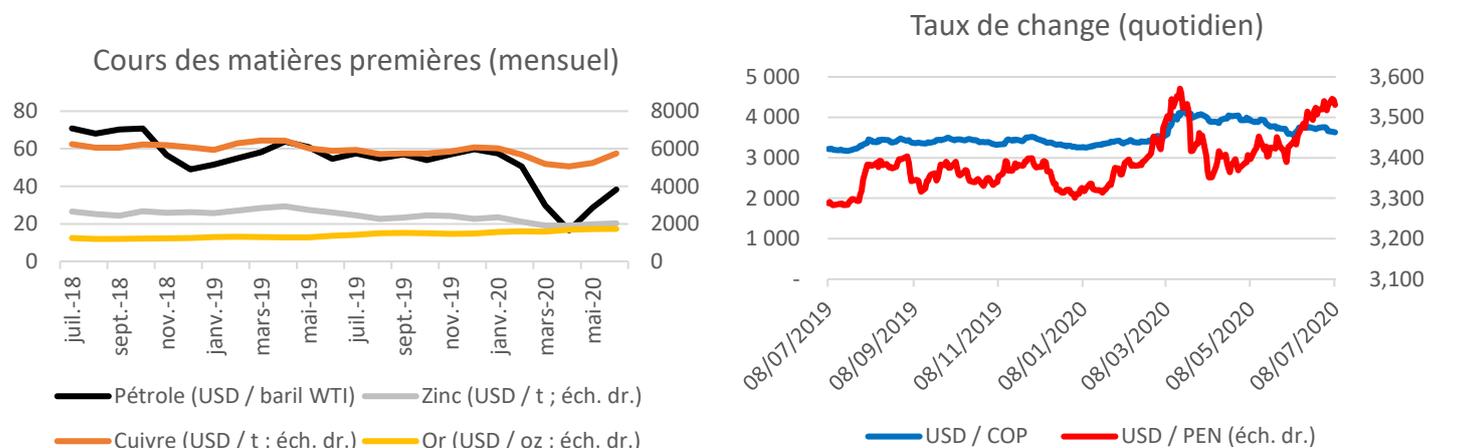




Région 2019 – Population : 138 M PIB : 785 Mds USD



Nouvelles mesures ou annonces sanitaires / économiques.

	Etat du confinement	Macro	Sectoriel	Banque Centrale
Bolivie		Recettes 5 mois 2020 - 24% g.a. ; démission ministre de l'Economie, remplacé par ministre du Développement Productif		Baisse réserves légales pour injecter 580 MUSD liquidités pour prêts 3%
Colombie	01/08 date prévisionnelle déconfinement général ; restos en présentiel + théâtres + salles de sport autorisés dans villes à faible contamination	Taux chômage le plus haut de l'OCDE fin 2020 (20% devant Espagne 14,5%) ; inflation juin -0,38% après -0,32% mai ; +39% ouverture comptes épargne sur 4 mois 2020 en g.a.	Prévisions perte 1/3 emplois salles de sport ; 30% restos ont fermé définitivement	Retrait 1,4 Md USD investissement portefeuille au S1
Equateur	Retour 6 municipalités au rouge	Dettes Sécurité Sociale à juin : 3,1 Mds USD ; 1 groupe créancier accepté renégocié => - 1,5 Mds USD dette, extension maturité moyenne à 12,7 ans, baisse taux moyen à 5,3%		Enregistrement nouvelles dettes pour 1,1 Md USD
Pérou		Prochain transfert 355 MPEN collectés pour compenser perte 2% TVA	Création fonds agro 570 MUSD	
Venezuela	Division pays 3 zones (Caracas rouge, mais peu respecté)	Recul PIB 25% en 2020 selon BBVA (30% selon Sintesis) et 9,5% en 2021	Production pétrolière 422k b/j juin (-52% depuis janvier), à cause manque stockage	Réserves FX 4,8 Mds USD (3,5 Mds or)

Bolivie 2019 – Population : 12 M PIB : 42 Mds USD

Oscar Ortiz est le nouveau ministre de l'Économie et des Finances Publiques (MEFP).

Oscar Ortiz est nommé à la tête du MEFP suite à la démission de José Luis Parada qui occupait ce poste depuis l'ascension de Jeanine Añez en novembre 2019. Oscar Ortiz a été sénateur et un des candidats présidentiels aux élections de 2019 s'opposant au MAS. Il a été nommé ministre du Développement Productif en mai et est l'un des protagonistes du nouveau Plan de Réactivation de l'Emploi. Selon Ortiz, la Présidente Jeanine Añez lui a confié les missions de maintenir la stabilité économique et monétaire (tout comme son prédécesseur) et de réactiver l'emploi suite à la crise du covid-19.

Colombie 2019 – Population : 48 M PIB : 328 Mds USD

Le Panama intègre la Colombie dans la liste des pays aptes à des échanges de données bancaires et fiscales.

Le Panama a réduit de 74 pays en 2019 à 64 cette année le nombre de pays jugés fiables dans le traitement de données fiscales et bancaires, et donc avec lesquels il peut répondre favorablement à de telles demandes. La Colombie figure cette année dans la liste de ces juridictions (seul pays andin sur la liste).

Equateur 2019 – Population : 17 M PIB : 108 Mds USD

Premiers résultats de la renégociation de la dette commerciale souveraine.

L'Equateur a annoncé l'acceptation du rééchelonnement d'une partie de la dette commerciale par l'un des trois groupes détenteurs des bons souverains. Cette opération permettrait la réduction de la valeur nominale des bons souverains de 1,5 Mds USD, l'extension des délais de paiement à 12,7 années en moyenne (6 ans actuellement) et la réduction du taux d'intérêt à 5,3% en moyenne (9,2% actuellement). Le ministère des Finances devra clore les négociations avec l'ensemble des détenteurs des bons souverains au plus tard le 15 août.

Le premier semestre 2020 s'achève avec un taux d'inflation négatif.

En juin 2020, l'inflation mensuelle a été de -0,62% (-0,04% en juin 2019). L'inflation en g.a de 0,17% (0,61% en juin 2019) et l'inflation cumulée à la fin du semestre était de 0,39% (0,15% en juin 2019). En juin 2020, l'inflation mensuelle a reflété la tendance des derniers mois, qui avait été interrompue en avril en raison de la crise sanitaire, lorsque l'inflation mensuelle avait atteint un taux de 1%, le plus élevé des dernières années. Le panier de la ménagère (4 personnes) a atteint 719 USD alors que le revenu moyen d'une famille (2 revenus) est estimé à 746,47 USD.

Guyana 2019 – Population : 0,8 M PIB : 4,1 Mds USD

La CCJ tranche en faveur de l'opposition dans sa bataille méthodologique.

Suite à la motion déposée par deux membres du PPP/C, principal parti d'opposition, la cour de justice des Caraïbes (plus haute juridiction du Guyana) a réfuté (à l'unanimité du panel de cinq membres) la décision de la Cour d'Appel de Georgetown (non compétente pour examiner le recours de particuliers), et a dès lors rejeté les conclusions du responsable de la commission électorale (Gecom), décrétant un recompte des voix en faveur de la majorité. La CCJ a par ailleurs ordonné à la Gecom de produire un nouveau rapport, fondé sur les résultats du recompte, mais n'invalidant plus 115.000 bulletins comme initialement proposé par le responsable des élections. La CCJ n'est en effet pas compétente pour décréter les résultats finaux du vote, et ne peut qu'enjoindre la Gecom à corriger sa méthodologie pour le rapport visant à permettre la déclaration des résultats finaux.

Pérou 2019 – Population : 32 M PIB : 229 Mds USD

Le gouvernement crée le FAE-MYPE Agricole pour soutenir les petits exploitants.

Un nouveau FAE-MYPE a été créé pour soutenir jusqu'à 300 000 petits exploitants agricoles (moins de 5 ha) en vue du début de la saison agricole en août (août 2020-juillet 2021). Le programme consiste en des crédits garantis par l'Etat à hauteur de 98% pour un montant jusqu'à 15 000 PEN (4 258 USD) et à 95% pour un montant jusqu'à 30 000 PEN (8 516 USD). Pour ce faire, le programme compte sur un fonds de 2 Mds PEN (570 MUSD) qui sera fléché par les institutions financières remportant des enchères en offrant les taux d'intérêt les plus bas (le gouvernement estime qu'ils se situeront autour de 5 à 6%).

Venezuela 2019 – Population : 28 M PIB : 70 Mds USD

La production pétrolière recule très fortement au 1^{er} semestre 2020.

Selon *Bloomberg*, la production s'élève à 422.400 b/j à la fin juin, soit une baisse de 32% sur un mois. Elle atteignait 618.700 b/j en mai et 930.400 b/j en janvier dernier. La saturation des dépôts pétroliers causée par la baisse de la demande de pétrole et les sanctions américaines, ciblant notamment une cinquantaine de pétroliers accusés de transporter des hydrocarbures vénézuéliens, obligent l'entreprise nationale pétrolière (PDVSA) à

fermer ses puits. En mai, 77% des champs pétroliers ne produisaient pas et une seule plateforme pétrolière était encore en activité sur la vingtaine que comptait le Venezuela un an plus tôt.

L'inflation repart légèrement en juin.

Selon l'Assemblée nationale, l'inflation mensuelle atteint 19% en juin, après 15% en mai, en raison de la forte hausse du prix des services (+120%) et de la restauration (+110%, en partie portée par le développement des livraisons à domicile). La hausse des prix est plus contenue pour les denrées alimentaires et les services de santé (+14% chacun). En glissement annuel, l'inflation s'élève à 3.524%.

La paupérisation de la population s'accroît en 2020.

Selon l'enquête menée par *Encovi* sur les conditions de vie, le taux de pauvreté s'élève à 96% en 2020 contre 60% en 2015, ce qui place le Venezuela au dernier rang régional en termes de pauvreté. La pauvreté multidimensionnelle toucherait 65% des ménages. Par ailleurs, 79% des ménages seraient en insécurité alimentaire et 30% des enfants de moins de 5 ans connaîtraient une malnutrition chronique.

Le Tribunal Suprême de Justice annule les comités de direction des principaux partis d'opposition.

La cour a suspendu les dirigeants des principaux partis d'opposition (*Accion Democratica*, *Primero Justicia* et *Voluntad Popular*) et nommé une nouvelle direction *ad-hoc* considérée comme proche du gouvernement. Ces mesures de tutelle constitutionnelle, en vigueur depuis 2018 et déjà utilisées contre certains partis (*Copei*, *Podemos*, *Bandera Roja*, *Patria Para Todos*) interviennent juste après que les dirigeants de l'opposition aient annoncé un boycott des prochaines élections législatives.

Dossier du mois**Les appuis des bailleurs multilatéraux dans le contexte du Covid-19**

Les institutions financières internationales ont multiplié, depuis le début de la crise, les appuis aux pays de la région afin de contenir les effets sanitaires, économiques et sociaux de la pandémie. Ces instruments, généralement adoptés selon des procédures d'urgence, prennent des formes variées (prêts, dons, instruments contingents...).

En **Bolivie**, le FMI a octroyé un prêt (Instrument de Financement Rapide – IFR) de 327 MUSD pour le financement de dépenses médicales et de protection sociale. Le prêt n'a pas été approuvé par l'Assemblée Législative. La Banque Mondiale a approuvé un total de 254 MUSD de financement pour les subventions directes aux ménages pauvres et aux populations vulnérables dans le cadre du « Projet de réseaux de Protection Sociale pour l'Urgence dans la crise du Covid-19 ». La BID financera pour sa part le projet de « Support aux populations vulnérables affectées par le coronavirus ». Finalement la CAF a notamment octroyé 350 MUSD pour le programme de Ligne de crédit contingenté de support contra-cyclique pour l'urgence engendrée par le covid-19.

En **Colombie**, la Banque mondiale a octroyé 700 MUSD pour le renforcement du système de santé, les subventions directes aux ménages et le renforcement des capacités de financement des entreprises. Le pays a également renouvelé pour la seconde fois sa ligne de crédit flexible avec le FMI, pour un montant maintenu à 10,8 Mds USD.

En **Equateur**, les multilatéraux déjà très engagés depuis 2019 dans le cadre du programme avec le FMI ont augmenté leurs engagements en les redirigeant vers des actions de mitigation de la crise sanitaire, notamment financement du secteur de la santé et du plan du gouvernement « Reactivate Ecuador » (1,1 Md USD) visant à financer les PME. Le gouvernement attend au total 3 Mds USD des multilatéraux (1,9 Md USD déjà déboursés) et 1,4 Md du FMI, dans le cadre d'un nouveau programme.

Au **Pérou**, le FMI a approuvé une ligne de crédit flexible d'une durée de deux ans et pour un montant de 11 Mds USD. Bien que non directement liés à la pandémie, deux prêts de la Banque Mondiale visent à renforcer les systèmes de protection sociale et d'éducation dans le cadre du programme de « Développement de capital humain » (50 MUSD) et créer un « système d'attention d'urgences et information via un numéro unique 911 » (36,3 MUSD).

Au **Venezuela**, le FMI a rejeté en mars dernier la demande d'aide d'urgence de 5 Mds USD en raison de la non reconnaissance de Nicolas Maduro par la communauté internationale. De son côté, l'absence de consensus bipartisan sur le projet électrique à Zulia (400 MUSD qui devaient être gérés par le PNUD) a conduit au blocage du soutien financier que devait apporter la banque latino-américaine de développement. Dès lors, la CAF a cherché à réduire son exposition au Venezuela (3,5 Mds USD de prêts) en autorisant la vente des titres B vénézuéliens afin de rembourser une partie de la dette (170 MUSD sur 1,5 Md USD).

Pays / institution	FMI	BM	BID	CAF
Bolivie	327 MUSD (1 prêt, rejeté par AN)	254 MUSD (3 prêts)	450 MUSD (1 prêt)	400 MUSD (2 prêts)
Colombie	11 Mds USD (LCF)	950 MUSD (2 prêts)		
Equateur	643 MUSD (RFI)	786 MUSD (3 prêts)	651 MUSD (4 prêts)	400 MUSD (2 prêts)
Pérou	11 Mds USD (LCF)	86 MUSD (2 prêts)		
Venezuela	Demande 5 Mds USD (rejetée en absence reconnaissance Président)			

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-loporto@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional

Adresse : Carrera 11 No. 93-12
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Amérique andine
Revu par : Alexandre LAURENT

Version du 9 juillet 2020